

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Angoulême, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES CHAIS

2 FONSSÉAU

--

TOUZAC

16120 Bellevigne

Références : 2026 366 UbD 16-86 Env

Code AIOT : 0100046245

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement LES CHAIS implanté 5 Le Ponti – 16120 Bellevigne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES CHAIS
- 5 Le Ponti -- 16120 Bellevigne
- Code AIOT : 0100046245
- Régime : Autorisation

L'établissement est dédié au stockage d'eaux-de-vie. Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 26 juin 2026 pour l'exploitation de 5 chais divisés chacun en 2 cellules, totalisant une capacité de stockage d'eaux-de-vie de 5 500 m³ (ou 4 865 t).

Au jour de l'inspection, seule la cellule 1-1 est construite.

L'exploitant déclare que la construction des chais 3 et 4 commencera en septembre 2026.

Contexte de l'inspection : Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositions constructives	AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Désenfumage	AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
8	Points d'eau incendie	AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
13	Interrupteur électrique central	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-B	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Liaison équipotentielle	AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.1.10	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
4	Matériaux des canalisations des écoulements accidentels	AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.1.8
5	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57
7	Clôture	AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.2.2
9	Rétention déportée	AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.1.5
10	Fosse d'extinction	AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.1.8
11	Bassin de confinement des eaux incendie	AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.1.11
12	Aire de chargement – déchargement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.VI.A

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de constater que l'installation mise en service est conforme aux caractéristiques présentées par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation ; même si quelques éléments de justifications complémentaires sur le respect des dispositions constructives doivent être apportées et si l'installation de certains équipements de sécurité (détection incendie notamment) doit être finalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. (...) Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'état des stocks est suivi sur un fichier tableur interne, tenu à jour à chaque mouvement, et accessible à distance. L'exploitant a présenté une extraction des données sous format synthétique. Au 26/02/2026, l'état des stocks d'eaux-de-vie est de 451 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives

Prescription contrôlée :

Bâtiment/ local	Dispositions constructives		
	Sol, toiture	Murs	Portes et fermetures
Chai 1 (...)	(...) Toitures et couvertures Broof (t3) Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2s1d0 ou Bs2d1	Murs extérieurs au minimum REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures) (...)	Au moins 2 portes vers l'extérieur par cellule, judicieusement réparties, (...)

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté un document de récolement du respect des dispositions constructives pour le chai 1-1 réalisé par l'entreprise ayant conduit les travaux. Ce document indique notamment que les murs extérieurs sont REI240, la toiture Brooft3 et les éléments de plafond A2s1d0.

Cependant, ce document n'est pas signé et ne mentionne pas les informations légales de l'entreprise l'ayant établi (siren, adresse, forme juridique, etc.).

Le chai 1-1 dispose de 2 portes situées sur 2 façades différentes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'inspection demande à l'exploitant de faire compléter le document de récolement aux dispositions constructives présenté avec la signature et les informations légales de la société l'ayant réalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les cellules de stockages d'eaux-de-vie 1.1 à 5.2 sont équipées en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC). Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 1 m².
Constats : Le chai 1-1 est équipée d'un exutoire de fumée. L'exploitant n'a pas pu présenter de document permettant de justifier les caractéristiques de l'exutoire installé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments permettant de justifier les caractéristiques de l'exutoire installé dans le chai 1-1 (par exemple, facture indiquant le modèle installé et fiche technique du modèle installé).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Matériaux des canalisations des écoulements accidentels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.1.8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : (...) La zone de collecte, le drainage, la rétention déportée et la fosse d'extinction, sont conçus, dimensionnés et construits afin de : (...) <ul style="list-style-type: none"> • Résister aux effluents enflammés ; en particulier, en amont de la fosse d'extinction, les

réseaux sont en matériaux incombustibles ; (...)
Constats : L'exploitant a présenté une facture des travaux de réalisation des réseaux mentionnant la pose de buses béton D400.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.
Constats : Il n'y a pas de présence permanente de personnel sur le site. Les livraisons ou expéditions se font sur rendez-vous en présence d'un salarié de l'entreprise qualifié pour ces opérations. L'exploitant déclare que l'ensemble du personnel de l'entreprise est formé aux risques incendie/explosion et manipulation des extincteurs, la dernière session de formation ayant eu lieu le 9 février 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. (...) B.-Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, (...), qui sortent des limites du site, les réseaux de détecteurs associés disposent d'un report avec transmission de l'alarme en tout temps à l'exploitant, par report en salle de contrôle, au poste de garde ou via une télésurveillance. (...)
Constats : Le système de détection incendie n'a pas encore été installé. L'exploitant déclare qu'il sera installé lors de la construction des prochains chais programmée en septembre 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'inspection demande à l'exploitant de l'informer une fois que les prochains chais seront mis en service et de lui transmettre les éléments justifiant alors la présence d'un système

de détection incendie opérationnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 7 : Clôture

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats : Le site est clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Points d'eau incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : une ou plusieurs réserves d'eau totalisant un volume de 600 m ³ , situées à l'entrée Ouest de l'établissement (...). (...)
Constats : Le site dispose d'une réserve d'eau de 480 m ³ opérationnelle située à l'entrée Ouest. La réserve de 120 m ³ complémentaire prévue sera aménagée avec les prochains chais dont la construction est programmée en septembre 2026. En effet, d'après l'étude de dangers, ce volume d'eau complémentaire correspond au besoin en eau pour la protection du chai 4 par rapport aux autres chais.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ➔ L'inspection demande à l'exploitant de l'informer lors de la mise en service du chai n°4 et de lui transmettre alors les éléments justifiant de l'aménagement de la réserve d'eau incendie de 120 m ³ complémentaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 9 : Rétention déportée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Chaque cellule de stockage d'eaux-de-vie et chaque aire de chargement/déchargement est associée à une capacité de rétention étanche déportée commune d'au moins 275 m ³ .
Constats : La présence d'un bassin de rétention déporté étanche (géomembrane) a été constaté. Visuellement, les dimensions de ce bassin correspondent à celles présentées dans le dossier pour disposer d'un volume de 275 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Fosse d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.1.8
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Les écoulements recueillis sont dirigés de manière gravitaire vers une fosse de 120 m ³ permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur ré-inflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée.
Constats : La présence d'une fosse d'extinction en amont de la rétention déportée a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Bassin de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.1.11
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : En cas de débordement de la capacité de rétention déportée définie à l'article 4.1.5 du présent arrêté, les effluents sont canalisés vers un bassin de gestion de débordement de 350 m ³ . Ce bassin est étanche aux produits qu'il pourrait contenir.
Constats : Le bassin de rétention dispose d'un point de surverse vers un 2e bassin étanche (géomembrane), dit bassin de confinement des eaux d'extinction, dont les dimensions correspondent, visuellement, à celles prévues dans le dossier de demande d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Aire de chargement – déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.VI.A
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions (...)
Constats : L'aire de chargement-déchargement est bitumée et dispose d'un avaloir en point bas raccordé au réseau de collecte des écoulements accidentels (fosse d'extinction et rétention déportée).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Interrupteur électrique central

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-B
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : B.-Dans les locaux de l'installation recensés comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion (...), un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé et repéré sur un plan, permettant de couper l'alimentation électrique des locaux concernés est installé de manière à être accessible depuis l'extérieur sauf si l'alimentation électrique des dispositifs de sécurité est maintenue lorsqu'elle est nécessaire à leur fonctionnement.
Constats : Au jour de l'inspection, l'électricité n'a pas encore été installée dans le chai 1-1, seul chai construit et en service du site. L'exploitant déclare qu'il est bien prévu d'y installer l'électricité avec un interrupteur central à l'extérieur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ➔ L'inspection demande à l'exploitant de l'informer une fois que l'électricité aura été installée dans le chai 1-1 et de lui transmettre alors les éléments justifiant qu'un interrupteur central ou arrêt d'urgence, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique du chai est installé à l'extérieur du chai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Liaison équipotentielle

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2025, article 4.1.10
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : (...)

Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.

Constats :

L'aire de chargement-déchargement n'est pas équipée d'une prise clairement signalée permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage (cuves inox, racks métalliques, etc.).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- L'exploitant doit faire installer à proximité de l'aire de chargement-déchargement une prise clairement signalée permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage (cuves inox, racks métalliques, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois